



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

DEUXIÈME SESSION

QUARANTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le jeudi 2 octobre 2025 – N° 3

Neuf heures quarante

Présidente de l'Assemblée nationale :
Mme Nathalie Roy

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- La députée de Charlevoix–Côte-de-Beaupré sur le sujet suivant : *La Papeterie Saint-Gilles, passionnément papier depuis 60 ans.*
- La députée de Bourassa-Sauvé sur le sujet suivant : *Souligner la Journée internationale de l’alphabétisation.*
- Le député de Vanier-Les Rivières sur le sujet suivant : *Souligner les 45 ans de la Boîte à science.*
- Le député de Jean-Lesage sur le sujet suivant : *Le 30^e anniversaire de l’Évasion St-Pie X.*
- Le député de Joliette sur le sujet suivant : *Le 5^e anniversaire du décès de Joyce Echaquan.*
- Le député de l’Acadie sur le sujet suivant : *Souligner le 50^e anniversaire du Journal Abaka.*
- La députée de Huntingdon sur le sujet suivant : *Docteure Fabienne Djandji, merci pour tout.*
- Le député de Jean-Talon sur le sujet suivant : *Souligner le 40^e anniversaire de la Maison Michel Sarrazin.*
- La députée de Laporte sur le sujet suivant : *Country Club de Montréal.*
- La députée de Saint-François sur le sujet suivant : *M. Alain Demers, omnipraticien émérite.*
- Le député de Chapleau sur le sujet suivant : *Le 20^e anniversaire de l’Orchestre Symphonique de Gatineau.*
- La députée de Laval-des-Rapides sur le sujet suivant : *L’indépendance de l’Arménie.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
 b) rapports de commissions
 c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE
PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

- 1) Reprise du débat, ajourné le **1^{er} octobre 2025** au nom de la députée de Bonaventure, sur la motion du premier ministre proposant que l'Assemblée approuve la politique générale du gouvernement.

Et sur les motions formulant un grief présentées par :

La cheffe de l'opposition officielle :

QUE l'Assemblée nationale dénonce le gouvernement caquiste pour l'absence de solution concrète présentée dans son discours inaugural face aux enjeux les plus importants qui sont vécus par les Québécois, notamment les crises du logement et du coût de la vie.

La cheffe du deuxième groupe d'opposition :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement de la CAQ pour son indifférence aux priorités de la jeunesse, son inaction climatique, ses coupes dans l'éducation publique ainsi que son incapacité à répondre à la crise du logement et à la hausse du coût de la vie.

La députée des Mille-Îles :

QUE l'Assemblée nationale déplore que le discours d'ouverture du premier ministre n'ait pas fait de l'habitation une priorité dans le contexte que le Québec traverse toujours une crise du logement.

Le député de Saint-Henri-Sainte-Anne :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement de la CAQ pour son refus de s'attaquer aux problèmes qui préoccupent réellement les Québécoises et Québécois comme la crise du logement et de l'itinérance, la hausse du coût de la vie et l'effritement du filet social.

La députée de Bourassa-Sauvé :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour ses compressions en éducation qui ont semé le chaos dans le réseau et qui ont privé les élèves de services essentiels à l'apprentissage ainsi que d'activités culturelles et sportives.

La députée de Sainte-Marie-Saint-Jacques :

QUE l'Assemblée nationale blâme avec sévérité le gouvernement de la CAQ de renier les droits à l'autodétermination de nos sœurs et frères Anishinabeg, Atikamekw, W8banaki, Naskapis, Wendats, Eeyou, Innu, Kanien'keha:ka, Mi'gmaq, Wolastoqiyik et Inuit en refusant d'adopter une loi de mise en application de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones avant la fin du présent mandat.

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 2) **Projet de loi n° 103**
Loi visant principalement à réglementer les sites de consommation supervisée afin de favoriser une cohabitation harmonieuse avec la communauté
Présenté par le ministre responsable des Services sociaux le 6 mai 2025
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le **5 juin 2025**

- 3) **Projet de loi n° 104**
Loi modifiant diverses dispositions afin notamment de donner suite à certaines demandes du milieu municipal
Présenté par la ministre des Affaires municipales le **21 mai 2025**

- 4) **Projet de loi n° 108**
Loi modifiant la Loi sur la Société de développement des entreprises culturelles afin de moderniser son offre de services financiers et de reconnaître le domaine de la créativité numérique
Présenté par le ministre de la Culture et des Communications le **28 mai 2025**
- 5) **Projet de loi n° 109**
Loi affirmant la souveraineté culturelle du Québec et édictant la Loi sur la découvrabilité des contenus culturels francophones dans l'environnement numérique
Présenté par le ministre de la Culture et des Communications le **21 mai 2025**
- 6) **Projet de loi n° 111**
Loi modernisant la Loi sur les coopératives et modifiant d'autres dispositions
Présenté par le ministre délégué à l'Économie le **6 juin 2025**
- 7) **Projet de loi n° 112**
Loi favorisant le commerce des produits et la mobilité de la main-d'œuvre en provenance des autres provinces et des territoires du Canada
Présenté par le ministre délégué à l'Économie le **30 mai 2025**

Étude détaillée en commission

- 8) **Projet de loi n° 94**
Loi visant notamment à renforcer la laïcité dans le réseau de l'éducation et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre de l'Éducation le 20 mars 2025
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le 29 avril 2025
Principe adopté le **27 mai 2025**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation
- 9) **Projet de loi n° 101**
Loi visant l'amélioration de certaines lois du travail
Présenté par le ministre du Travail le 24 avril 2025
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 4 juin 2025
Principe adopté le **5 juin 2025**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

- 10)** Projet de loi n° 106
Loi visant principalement à instaurer la responsabilité collective et l'imputabilité des médecins quant à l'amélioration de l'accès aux services médicaux
Présenté par le ministre de la Santé le 8 mai 2025
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 30 mai 2025
Principe adopté le **3 juin 2025**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

Prise en considération de rapports de commissions

- 11)** Projet de loi n° 82
Loi concernant l'identité numérique nationale et modifiant d'autres dispositions
Présenté par le ministre de la Cybersécurité et du Numérique le 21 novembre 2024
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 30 janvier 2025
Principe adopté le 4 février 2025
Rapport de la Commission des finances publiques déposé le 5 juin 2025
Reprise du débat ajourné au nom de la députée de La Pinière le **6 juin 2025**
- 12)** Projet de loi n° 99
Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées lors du point sur la situation économique et financière du Québec du 21 novembre 2024 et du discours sur le budget du 25 mars 2025 ainsi qu'à certaines autres mesures
Présenté par le ministre des Finances le 8 mai 2025
Principe adopté le 21 mai 2025
Rapport de la Commission des finances publiques déposé le **6 juin 2025**

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 13)** Projet de loi n° 192
Loi visant à assurer la santé et la sécurité des élèves en classe en encadrant la qualité de l'air ambiant dans les écoles
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **7 décembre 2022**

- 14)** Projet de loi n° 193
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne afin de reconnaître le droit à un environnement sain à titre de droit fondamental
Présenté par la députée de Notre-Dame-de-Grâce le **1^{er} février 2023**
- 15)** Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance afin de garantir le droit de recevoir des services de garde
Présenté par la députée de Robert-Baldwin le **14 mars 2023**
- 16)** Projet de loi n° 197
Loi visant à améliorer la qualité des soins par la fixation de ratios dans certains établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux
Présenté par le député de Pontiac le **6 décembre 2022**
- 17)** Projet de loi n° 390
Loi favorisant la prise en compte de l'égalité des sexes et de la diversité dans une perspective intersectionnelle dans le processus budgétaire
Présenté par la députée de Mercier le **21 mars 2023**
- 18)** Projet de loi n° 391
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique afin de consacrer le droit à la gratuité des projets pédagogiques particuliers offerts dans les écoles où est dispensé le service de l'éducation préscolaire ou de l'enseignement primaire et secondaire ainsi que de limiter la distance entre les immeubles d'une école à projet particulier
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **16 mars 2023**
- 19)** Projet de loi n° 394
Loi concernant la mise en place de politiques de conciliation études-famille-travail notamment dans les établissements d'enseignement supérieur
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **5 décembre 2023**
- 20)** Projet de loi n° 396
Loi modifiant la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations afin d'y prévoir l'atteinte d'une capitalisation de 100 milliards de dollars
Présenté par le député de Marguerite-Bourgeoys le **16 mars 2023**

- 21) **Projet de loi n° 397**
Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement dispensant des services de l'éducation préscolaire, d'enseignement au primaire ou d'enseignement en formation générale ou professionnelle au secondaire, incluant les services éducatifs pour les adultes
Présenté par la députée de Mercier le **27 avril 2023**
- 22) **Projet de loi n° 398**
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique afin de consacrer le droit des élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage de recevoir des services éducatifs équivalents à ceux dispensés par l'école
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **20 avril 2023**
- 23) **Projet de loi n° 399**
Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec afin d'obliger la Caisse de dépôt et placement du Québec à faire des investissements ayant des impacts sociaux et environnementaux durables et à en rendre compte
Présenté par le député de Maurice-Richard le **27 avril 2023**
- 24) **Projet de loi n° 490**
Loi renforçant la majorité qualifiée requise pour la nomination et la destitution des personnes nommées par l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Nelligan le **18 avril 2023**
- 25) **Projet de loi n° 491**
Loi visant à modifier la Loi sur les infrastructures publiques afin de soumettre les projets inscrits au plan québécois des infrastructures à un test climat
Présenté par le député de Taschereau le **14 septembre 2023**
- 26) **Projet de loi n° 493**
Loi modifiant la Loi sur l'immigration au Québec pour tenir compte des résidents temporaires aux fins de la planification de l'immigration
Présenté par le député de Nelligan le **10 mai 2023**
- 27) **Projet de loi n° 494**
Loi modifiant le Code civil afin de rendre sans effet les clauses d'un bail de logement qui tendent à interdire les animaux de compagnie
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **25 mai 2023**

- 28) Projet de loi n° 496
Loi visant à reconnaître l'amiral blanc en tant qu'insecte emblématique du Québec
Présenté par la députée d'Argenteuil le **9 juin 2023**
- 29) Projet de loi n° 591
Loi visant principalement à renforcer le contrôle de l'action gouvernementale par un député en lui reconnaissant un droit de visite des institutions administratives
Présenté par la députée de Sherbrooke le **21 mars 2024**
- 30) Projet de loi n° 593
Loi modifiant le Code civil afin d'interdire les évictions faites en vue de convertir un logement en hébergement touristique de courte durée
Présenté par la députée des Mille-Îles le **4 octobre 2023**
- 31) Projet de loi n° 597
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement pour instaurer un droit d'initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et l'indépendance du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Présenté par la députée de Verdun le **1^{er} février 2024**
- 32) Projet de loi n° 693
Loi favorisant la contribution active à la société des prestataires du Programme de solidarité sociale
Présenté par la députée de Notre-Dame-de-Grâce le **22 février 2024**
- 33) Projet de loi n° 694
Loi modifiant le Code de la sécurité routière afin de lutter plus efficacement contre l'alcool au volant
Présenté par le député de Nelligan le **19 mars 2024**
- 34) Projet de loi n° 695
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Nelligan le **14 mars 2024**
- 35) Projet de loi n° 697
Loi visant à lutter contre le gaspillage
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **23 avril 2024**

- 36) Projet de loi n° 699
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne afin d’y consacrer le droit à un logement décent
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **4 juin 2024**
- 37) Projet de loi n° 790
Loi visant à étendre aux usagers hébergés dans une résidence à assistance continue l’application du Règlement concernant les modalités d’utilisation de mécanismes de surveillance par un usager hébergé dans une installation maintenue par un établissement qui exploite un centre d’hébergement et de soins de longue durée
Présenté par la députée de D’Arcy-McGee le **22 mai 2024**
- 38) Projet de loi n° 792
Loi visant à accroître la présence du drapeau du Québec
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **30 mai 2024**
- 39) Projet de loi n° 793
Loi sur le processus de publication des documents issus de l’enquête menée par Bernard Grenier au sujet des activités d’Option Canada à l’occasion du référendum tenu au Québec en octobre 1995
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **27 novembre 2024**
- 40) Projet de loi n° 794
Loi déclarant l’engagement du Québec d’atteindre la carboneutralité d’ici 2050
Présenté par la députée de Verdun le **7 novembre 2024**
- 41) Projet de loi n° 893
Loi sur le maintien de l’autonomie des personnes âgées
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **3 décembre 2024**
- 42) Projet de loi n° 894
Loi visant à étendre l’admissibilité au régime d’assurance maladie et au régime général d’assurance médicaments à toutes les femmes ou à toutes les personnes enceintes vivant au Québec sans égard à leur statut migratoire
Présenté par le député de Saint-Henri–Sainte-Anne le **4 décembre 2024**
- 43) Projet de loi n° 895
Loi établissant un réseau scolaire commun afin de garantir l’égalité des chances
Présenté par la députée de Mercier le **19 février 2025**

- 44) Projet de loi n° 896
Loi visant à indemniser les municipalités locales lors de la cession de terrains destinés à la construction ou à l'agrandissement d'écoles
Présenté par la députée de Sherbrooke le **13 février 2025**
- 45) Projet de loi n° 897
Loi modifiant le Code de la sécurité routière afin de prévoir la délivrance obligatoire d'un avis de paiement au propriétaire d'un véhicule routier immatriculé ou au titulaire de certains permis
Présenté par le député de Nelligan le **19 mars 2025**
- 46) Projet de loi n° 898
Loi visant à renforcer l'encadrement des augmentations de loyer d'un bail de logement
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **3 avril 2025**
- 47) Projet de loi n° 899
Loi modifiant le Code de la sécurité routière afin d'obliger la Société de l'assurance automobile du Québec à conclure des ententes avec des ministères ou organismes en vue de l'application de certaines lois
Présenté par le député de Nelligan le **3 avril 2025**
- 48) Projet de loi n° 990
Loi modifiant la Loi sur les normes du travail afin d'encadrer l'exercice du télétravail
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **1^{er} mai 2025**
- 49) Projet de loi n° 991
Loi sur la procédure de sélection et de nomination des décideurs administratifs indépendants et de renouvellement de leur mandat
Présenté par le député de l'Acadie le **27 mai 2025**
- 50) Projet de loi n° 992
Loi visant à créer un comité chargé de formuler des recommandations sur les critères de fixation ou de réajustement de loyer
Présenté par la députée des Mille-Îles le **24 avril 2025**
- 51) Projet de loi n° 993
Loi modifiant le Code du travail afin d'assurer des pratiques syndicales transparentes et démocratiques
Présenté par le député de Saint-Jérôme le **30 avril 2025**

52) Projet de loi n° 994
Loi favorisant la santé sexuelle et reproductive par un accès amélioré à la contraception
Présenté par la députée de Mercier le **7 mai 2025**

53) Projet de loi n° 995
Loi visant à établir un cadre de surveillance et de régulation des polluants éternels
Présenté par la députée des Mille-Îles le **22 mai 2025**

Étude détaillée en commission

54) Projet de loi n° 194
Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès
Présenté par le député de Pontiac le 26 avril 2023
Principe adopté le **9 juin 2023**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

55) Projet de loi n° 220
Loi concernant Joseph Paul-Émile Daniel Michel Marci
Présenté par le député de Camille-Laurin le **20 mai 2025**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission
peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandats de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 104**, Loi modifiant diverses dispositions afin notamment de donner suite à certaines demandes du milieu municipal (mandat confié le 1^{er} octobre 2025).

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 94**, Loi visant notamment à renforcer la laïcité dans le réseau de l'éducation et modifiant diverses dispositions législatives (mandat confié le 1^{er} octobre 2025).

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 101**, Loi visant l'amélioration de certaines lois du travail (mandat confié le 1^{er} octobre 2025).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandats de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 112**, Loi favorisant le commerce des produits et la mobilité de la main-d'œuvre en provenance des autres provinces et des territoires du Canada (mandat confié le 1^{er} octobre 2025).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 220**, Loi concernant Joseph Paul-Émile Daniel Michel Marcil (mandat confié le 1^{er} octobre 2025).

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandats de l'Assemblée

Consultation générale :

- Cahier de consultation intitulé « La planification de l'immigration au Québec pour la période 2026-2029 » (mandat confié le 1^{er} octobre 2025).

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 106**, Loi visant principalement à instaurer la responsabilité collective et l'imputabilité des médecins quant à l'amélioration de l'accès aux services médicaux (mandat confié le 1^{er} octobre 2025).
- **Projet de loi n° 194**, Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès (mandat confié le 1^{er} octobre 2025).

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

- 28) Mme Cadet (Bourassa-Sauvé) – **2 octobre 2025**
Au ministre du Travail

Selon les prévisions de l'industrie, le Québec aura besoin d'environ 16 000 nouveaux travailleurs par année d'ici 2029 pour répondre aux besoins de la construction, particulièrement en main-d'œuvre qualifiée. Or, la difficulté à recruter du personnel qualifié demeure l'obstacle principal auquel se heurtent les entrepreneurs.

À l'heure actuelle, 70 % des nouveaux travailleurs intègrent l'industrie sans formation préalable, une situation qui pose des défis importants en matière de productivité et de rétention de la main-d'œuvre. De plus, près de 40 % de ces travailleurs quittent le secteur après cinq ans, ce qui aggrave la pénurie déjà existante.

Le ministre peut-il préciser quelles mesures concrètes il entend mettre en place, en collaboration avec les partenaires de l'industrie, afin d'assurer que le Québec dispose de la main-d'œuvre qualifiée nécessaire pour soutenir le développement de ce secteur vital de notre économie?

- 29) Mme Cadet (Bourassa-Sauvé) – **2 octobre 2025**
Au ministre du Travail

La Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles distingue les accidents soudains des maladies qui se développent graduellement. Or, dans la pratique, les formulaires de la CNESST sont souvent trop techniques et mal adaptés à cette distinction. Des cas de lésions liées à des gestes répétitifs sont fréquemment classés comme « accidents » plutôt que comme « maladies professionnelles », faute d'outils adéquats pour documenter correctement les risques.

Cette mauvaise classification entraîne des erreurs de diagnostic, prive certains travailleurs de la pleine protection à laquelle ils auraient droit et fragilise la prévention. Plusieurs intervenants soulignent aussi que la complexité des formulaires empêche les travailleurs d'y avoir un accès simple et compréhensible.

Le ministre du Travail peut-il indiquer quelles mesures son gouvernement entend mettre en place pour simplifier et adapter les formulaires de la CNESST, afin qu'ils reflètent correctement la réalité des milieux de travail et permettent aux travailleurs de faire valoir leurs droits de manière équitable et efficace?

- 30) M. Ciccone (Marquette) – **2 octobre 2025**
Au ministre de la Santé

Dans un article publié par Radio-Canada le 27 août 2025, on apprend que les sachets de caféine connaissent une forte popularité sur les réseaux sociaux, particulièrement chez les jeunes, et qu'ils peuvent être vendus même à des mineurs. Or, ces produits, qui s'apparentent aux sachets de nicotine, peuvent contenir jusqu'à 200 mg de caféine par unité, soit l'équivalent de deux tasses de café, et sont absorbés très rapidement par l'organisme.

Des pédiatres, dont le Dr Nicholas Chadi du CHU Sainte-Justine, mettent en garde contre les risques pour les adolescents : palpitations cardiaques, surdoses, dépendance, troubles du sommeil, sans oublier l'impact sur les dents et les gencives. Des experts estiment que la consommation de plusieurs sachets par jour pourrait facilement dépasser les limites sécuritaires recommandées pour les jeunes.

Santé Canada a indiqué enquêter sur la conformité de ces produits avec la réglementation fédérale, mais la situation demeure préoccupante sur le plan de la santé publique et de la protection des mineurs.

Est-ce que le ministre de la Santé peut indiquer quelles actions son ministère entend poser, en collaboration avec Santé Canada et les autorités de santé publique du Québec, afin d'encadrer la vente et la consommation des sachets de caféine, notamment pour protéger les mineurs contre les risques d'abus, de dépendance et de complications médicales?

- 31) M. Ciccone (Marquette) – **2 octobre 2025**
Au ministre de la Santé

Dans un article publié par le Journal de Montréal le 10 juillet 2025, intitulé « Interdiction des saveurs de vapotage : le marché illégal gagne du terrain, selon un sondage », on apprend que, selon un sondage Léger réalisé en avril 2025, 76 % des vapoteurs québécois affirment avoir acheté au moins un produit de vapotage aromatisé dont la vente est interdite au Québec. Ce chiffre représente une hausse de 8 points de pourcentage par rapport à l'automne 2024. Les données révèlent aussi que plus de la moitié de ces achats sont effectués dans des boutiques spécialisées, et que 14 des 15 établissements visités par l'industrie vendent encore ces produits illégaux.

Nous sommes à l'aube de célébrer le deuxième anniversaire de l'interdiction des saveurs de vapotage au Québec; force est de constater que ces produits demeurent facilement accessibles et que le marché illicite est en forte croissance. En juin 2024, seulement 42 avertissements avaient été émis et 45 constats d'infraction étaient en traitement. Des experts dénoncent un manque de volonté gouvernementale à faire respecter la réglementation et craignent les impacts sur la santé publique.

Considérant que les ventes de produits de vapotage aromatisés interdits sont en forte hausse au Québec, que ces produits demeurent facilement accessibles dans les commerces et que le nombre d'interventions et de sanctions demeure faible, le ministre peut-il nous informer des mesures spécifiques et additionnelles que son ministère envisage de mettre en place pour garantir le respect des règlements actuels et pour lutter contre la banalisation et la croissance du marché illégal de ces produits? Enfin, pourrait-il nous indiquer s'il envisage d'adopter un nouveau modèle de contrôle ou d'encadrement afin de mieux protéger la santé publique?

- 32) M. Ciccone (Marquette) – **2 octobre 2025**
À la ministre responsable du Sport, du Loisir et du Plein air

Le 5 mai 2022, le Comité québécois sur le développement du hockey déposait neuf recommandations pour assurer l'avenir de notre sport national et préserver l'accessibilité aux infrastructures de proximité. Trois ans plus tard, selon un reportage de Radio-Canada publié le 8 septembre 2025, certaines patinoires extérieures de Trois-Rivières risquent de ne pas ouvrir cet hiver, faute de main-d'œuvre et en raison des effets croissants des changements climatiques sur leur entretien.

Pire encore, le comité consultatif citoyen Animer et Soutenir la Communauté a recommandé la fermeture de deux patinoires, une décision qui suscite une vive déception chez de nombreux résidents, lesquels rappellent que ces espaces sont bien plus que de simples surfaces glacées : ce sont des lieux de rencontre, d'initiation au sport, de cohésion sociale et de promotion des saines habitudes de vie.

Dans ce contexte, il est difficile de ne pas constater l'écart entre les recommandations formulées il y a plus de trois ans par le Comité québécois sur le développement du hockey et la situation actuelle vécue dans nos quartiers. Les patinoires extérieures représentent l'un des premiers contacts des jeunes avec le hockey et avec l'activité physique. Leur fermeture affaiblit non seulement le tissu social, mais elle compromet également la mission même de développement du sport que le gouvernement dit vouloir encourager.

La ministre responsable du Sport du Loisir et du Plein air peut-elle expliquer comment son gouvernement entend appuyer concrètement les municipalités qui, comme Trois-Rivières, font face à des défis croissants liés au manque de ressources et aux effets du climat, afin d'éviter que les recommandations du Comité québécois sur le développement du hockey ne demeurent lettre morte et que l'accès au sport de proximité, particulièrement au hockey, ne soit de plus en plus compromis au Québec?

- 33) M. Ciccone (Marquette) – **2 octobre 2025**
À la ministre responsable du Sport, du Loisir et du Plein air

Un sondage mené auprès de 857 pédiatres spécialistes dans le cadre du Programme canadien de surveillance pédiatrique de la Société canadienne de pédiatrie révèle que près de 17 % d'entre eux ont dû traiter des adolescents ayant subi des complications de santé après avoir consommé des suppléments ou des substances visant à améliorer leur performance sportive. Des jeunes de seulement 10 à 12 ans sont concernés, et plus de la moitié des cas touchent des garçons de 13 à 15 ans. Ces produits, pourtant facilement accessibles en ligne, à l'épicerie ou en pharmacie, peuvent avoir des effets néfastes importants, notamment sur les reins et la santé gastro-intestinale.

Or, plus de la moitié des pédiatres sondés disent ne pas faire de dépistage de ces substances et une proportion significative admet ne pas en connaître suffisamment les risques. Les chercheurs estiment qu'il est urgent d'outiller les médecins, les parents et les jeunes pour prévenir de graves problèmes de santé.

Est-ce que la ministre peut nous dire si elle a pris connaissance de ces données inquiétantes révélées par Radio-Canada le 27 août 2025 et quelles mesures son gouvernement a mises en place pour sensibiliser les jeunes sportifs et leurs parents? Surtout, peut-elle confirmer si elle a interpellé son collègue, le ministre de la Santé, afin qu'une action concertée et immédiate soit entreprise pour encadrer la vente libre de ces substances et éviter de nouveaux cas de complications médicales chez nos adolescents?

34) Mme Lakhoyan Olivier (Chomedey) – **2 octobre 2025**

À la ministre du Tourisme

Depuis plusieurs mois, des vagues de menaces, d'extorsions, de fusillades et d'incendies criminels visent des bars et restaurants bien connus de Montréal, particulièrement dans les quartiers touristiques comme le Vieux-Montréal et le centre-ville. L'Union des tenanciers de bars du Québec a d'ailleurs dénoncé une escalade de violence qui fragilise l'industrie et contribue à créer un climat d'insécurité pour la clientèle locale comme pour les visiteurs.

Ces événements portent atteinte à la réputation de Montréal comme métropole festive et accueillante et risquent d'affecter son attractivité touristique, alors même que l'industrie mise sur la relance et la croissance.

La ministre du Tourisme peut-elle préciser quelles actions son gouvernement entend prendre, en collaboration avec les autorités concernées, pour soutenir les établissements touchés et garantir que Montréal demeure une ville touristique sécuritaire et attrayante?

35) Mme Lakhoyan Olivier (Chomedey) – **2 octobre 2025**

À la ministre du Tourisme

À la suite d'une demande d'accès à l'information visant à connaître les achats effectués par le ministère du Tourisme sur la plateforme Amazon, il a été répondu que la divulgation de ces informations pourrait porter atteinte à la sécurité de l'État.

Or, des demandes similaires adressées à d'autres ministères et organismes publics ont mené à des réponses complètes, sans qu'un tel motif soit invoqué. Cette situation soulève donc des interrogations sur la nature particulière des achats effectués par le ministère du Tourisme.

La ministre peut-elle préciser quels types d'achats effectués sur Amazon par son ministère sont considérés comme ayant un lien avec la sécurité de l'État et justifient, à ce titre, un refus de divulgation?

36) Mme McGraw (Notre-Dame-de-Grâce) – **2 octobre 2025**

Au ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs

Les experts sonnent l'alarme sur l'accélération du réchauffement climatique et sur ses conséquences directes pour le Québec, où l'on constate déjà une multiplication d'événements météorologiques extrêmes et une hausse importante des coûts d'assurance pour les municipalités, les ménages et les entreprises. Même le conseiller spécial du premier ministre en matière de climat a reconnu publiquement la gravité de la crise et l'urgence d'agir.

Le Québec est reconnu à l'échelle mondiale comme un leader en matière de lutte contre les changements climatiques et a pris des engagements clairs dans le cadre de l'Accord de Paris. Or, le secrétaire général de l'ONU lui-même a récemment averti que nous nous éloignons dangereusement de la trajectoire nécessaire pour atteindre ces cibles mondiales. Dans ce contexte, l'intention du gouvernement de revoir à la baisse ses propres objectifs de réduction des gaz à effet de serre est particulièrement préoccupante.

Le ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs peut-il expliquer comment il justifie un recul sur les cibles climatiques alors que la science, les experts et la communauté internationale rappellent l'urgence d'agir, et préciser comment son gouvernement entend assurer que le Québec demeure à la hauteur de sa réputation de chef de file en matière de lutte contre les changements climatiques?

37) M. Tanguay (LaFontaine) – **2 octobre 2025**

Au ministre responsable de la région de l'Abitibi-Témiscamingue

Dans un article publié par Le Devoir le 20 septembre 2025, on apprenait que trois infirmières praticiennes spécialisées (IPS) nouvellement diplômées en santé mentale en Abitibi-Témiscamingue se sont vu refuser un poste dans leur région, à la suite de nouvelles « cibles » imposées par Santé Québec.

Ces IPS avaient pourtant complété leur formation avec l'objectif de répondre aux besoins criants en santé mentale, notamment en pédopsychiatrie, où les listes d'attente sont longues et où des jeunes de La Sarre avaient déjà été informés qu'ils pourraient enfin bénéficier d'un suivi spécialisé. Ces patients souffrent pour plusieurs d'anxiété, de TDAH ou encore d'un trouble du spectre de l'autisme, et l'arrivée d'une IPS devait marquer un tournant dans leur prise en charge.

De plus, ces IPS avaient obtenu du gouvernement une bourse d'études de 60 000 \$ conditionnelle à un engagement minimal de 6 000 heures dans le réseau public. Faute de postes disponibles, elles craignent maintenant d'être contraintes de rembourser cette somme, alors même qu'elles sont prêtes à servir dans leur communauté d'origine. Cette situation est d'autant plus incohérente que le gouvernement dit vouloir renforcer la première ligne et miser sur la prévention.

Le ministre responsable de la région de l'Abitibi-Témiscamingue peut-il indiquer :

Comment explique-t-il que, malgré les orientations du gouvernement en faveur d'un meilleur accès à la première ligne, trois IPS en santé mentale formées dans sa région se voient aujourd'hui refuser un poste?

Combien de postes d'IPS en santé mentale ont été attribués à l'Abitibi-Témiscamingue pour l'année en cours en vertu des nouvelles cibles de Santé Québec?

Quelles mesures entend-il prendre pour permettre aux IPS formées en Abitibi-Témiscamingue d'y pratiquer, et répondre aux besoins locaux, plutôt que de les forcer à déménager vers d'autres régions?

Quelles directives son gouvernement donnera-t-il concernant le remboursement des subventions de 60 000 \$ aux IPS diplômées qui, en raison du manque de postes disponibles dans leur région, ne peuvent pas honorer leur engagement de service prévu?

38) M. Kelley (Jacques-Cartier) – **2 octobre 2025**
Au ministre des Ressources naturelles et des Forêts

Considérant que la Loi modifiant la Loi sur les mines (2024, chapitre 36) introduit de nouvelles obligations pour les titulaires de droits exclusifs d'exploration, mais que plusieurs mesures ne sont toujours pas en vigueur faute de règlement d'application;

Considérant que plusieurs acteurs du secteur minier, dont l'Association minière du Québec et des élus municipaux, ont exprimé leurs préoccupations face à l'incertitude, aux délais et à la complexité croissante du cadre réglementaire;

Le ministre peut-il indiquer si des analyses ont été réalisées afin d'évaluer les effets de cette réforme sur les investissements miniers au Québec?

- 39) M. Kelley (Jacques-Cartier) – **2 octobre 2025**
Au ministre des Ressources naturelles et des Forêts

Considérant que l'accès à l'énergie constitue un obstacle au développement de plusieurs projets miniers, notamment dans le Nord-du-Québec et en Abitibi-Témiscamingue, et que l'électrification des opérations minières est essentielle à la réduction des émissions du secteur;

Le ministre peut-il nous dire si des projets miniers ont été ralentis ou bloqués en 2024-2025 en raison d'un accès insuffisant à l'énergie, et quelles actions ont été entreprises pour appuyer l'électrification des activités minières dans les régions concernées?

- 40) M. Kelley (Jacques-Cartier) – **2 octobre 2025**
Au ministre des Ressources naturelles et des Forêts

Considérant que le Québec a adopté en 2020 une Stratégie sur les minéraux critiques et stratégiques (MCS) afin de tirer parti de la transition énergétique mondiale;

Considérant que cette stratégie doit faire l'objet d'une mise à jour régulière, notamment en fonction des ententes internationales et des besoins des filières industrielles;

Considérant que plusieurs projets d'exploitation de lithium et de graphite sont en développement au Québec;

Le ministre peut-il préciser :

Le nombre de projets liés aux minéraux critiques et stratégiques actuellement en phase d'exploration ou de production;

Les investissements publics consentis à ces projets depuis 2020;

La date prévue pour le dépôt d'une mise à jour de la Stratégie sur les MCS?

- 41) M. Kelley (Jacques-Cartier) – **2 octobre 2025**
Au ministre des Ressources naturelles et des Forêts

Considérant que le premier ministre, lors d'une déclaration en Allemagne, a reconnu l'urgence d'agir pour saisir les opportunités offertes par le secteur minier, en s'engageant à raccourcir les délais et à réduire la bureaucratie;

Considérant que le gouvernement multiplie les annonces publiques et les ententes internationales, qu'il vante le potentiel minier du Québec à l'étranger, mais que sur le terrain, les entreprises minières sont confrontées à une lourdeur administrative croissante, à des soustractions de territoire répétées et à des contraintes réglementaires de plus en plus complexes;

Considérant que, selon les plus récentes données, c'est désormais 45,7 % du territoire québécois qui est soit inaccessible à l'exploration minière (38,3 %), soit fortement contraint (7,4 %), ce qui représente une superficie excédant celle de l'Alberta ou de la Saskatchewan;

Le ministre peut-il expliquer comment il concilie le discours de promotion internationale du potentiel minier du Québec avec les entraves réglementaires croissantes sur le terrain, et préciser les engagements concrets qu'il entend prendre pour :

Réduire les délais d'octroi des autorisations dans le secteur minier;
Mettre fin aux soustractions de territoire systématiques et récurrentes;
Harmoniser les processus administratifs entre les différents ministères impliqués;
Fixer des délais maximums pour le traitement des demandes, afin de garantir la prévisibilité nécessaire aux investisseurs?

42) M. Kelley (Jacques-Cartier) – **2 octobre 2025**
Au ministre des Ressources naturelles et des Forêts

Considérant que le développement minier implique de multiples ministères et organismes, touchant l'environnement, les affaires municipales et l'énergie;

Considérant que cette multiplicité d'intervenants crée une lourdeur administrative qui nuit à la prévisibilité des projets;

Considérant que les investisseurs étrangers exigent une meilleure coordination des instances gouvernementales;

Le ministre peut-il indiquer :

Quelles mesures concrètes sont actuellement en place pour coordonner les processus entre les différents ministères concernés;
Le calendrier prévu pour la mise en œuvre de cette harmonisation?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS